

Veille internationale sur la culture et le commerce numérique

CEIM | GRIC | FICDC ◀

LES DROITS DE DOUANE COMME OUTIL POLITIQUE : ADMINISTRATION TRUMP, INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE ET COMMERCE

**Par Dr. Antonios Vlassis (Center for International Relations Studies-CEFIR,
Université de Liège)**

Rapport d'analyse, octobre 2025

Le rapport d'octobre s'ouvre sur le président des États-Unis, Donald Trump, qui a réitéré sa menace d'imposer une taxe de 100% sur les films produits à l'étranger, ce qui alarme l'industrie mondiale du divertissement. Des experts du secteur avertissent qu'une telle mesure pourrait perturber les coproductions internationales et entraîner des représailles commerciales, tout en n'ayant aucun précédent juridique. Par ailleurs, un nouveau rapport de l'Observatoire européen de l'audiovisuel met en lumière la précarité de l'emploi des artistes en Europe, où 68% cumulent plusieurs emplois, et où le travail transfrontalier fréquent se heurte à des obstacles fiscaux et sociaux. En France, Disney+ a mis à jour son accord, s'engageant à investir 205 millions d'euros sur trois ans, avec un financement accru pour l'animation et les documentaires. Au Royaume-Uni, les diffuseurs publics comme la BBC réclament un traitement plus équitable de la part de YouTube, appelant à une régulation garantissant leur visibilité sur les plateformes. Pendant ce temps, Paramount Skydance Media envisage une fusion avec Warner Bros. Discovery, soulevant des préoccupations en matière de concurrence. Enfin, le rapport met l'accent sur les évolutions récentes des plateformes numériques, en particulier OpenAI, Meta et Disney+.

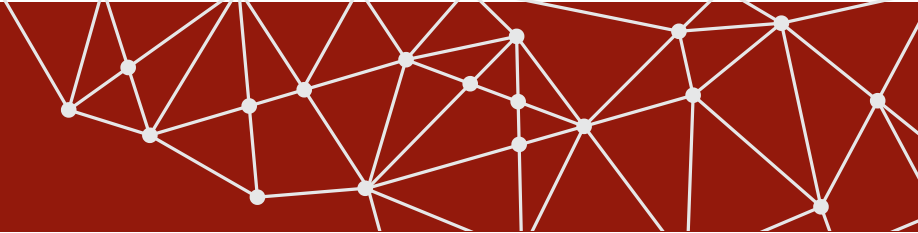


Réglementations, commerce numérique et culture

Trump réitère sa menace d'imposer un tarif de 100 % sur les films étrangers

Le président [Donald Trump](#) a réaffirmé sa menace d'imposer une taxe de 100% sur tous les films réalisés en dehors des États-Unis, déclarant fin septembre sur sa plateforme [Truth Social](#): « Notre industrie cinématographique aux États-Unis d'Amérique a été volée par d'autres pays ». Ce n'est pas la première fois que le président Trump avance une telle mesure. En mai déjà, il avait tenu des propos similaires, suggérant que tout film produit à l'étranger serait soumis à des droits de douane élevés. Cette déclaration a suscité de vives inquiétudes dans le secteur du divertissement. Une telle mesure pourrait « perturber les coproductions internationales, les accords de cofinancement et les chaînes de développement, créant une incertitude dans un paysage cinématographique mondialisé ». [Donald Trump](#) n'a pas précisé quand ces taxes pourraient entrer en vigueur. De nombreux détails restent flous, notamment s'ils s'appliqueraient également « aux contenus diffusés en streaming (via des plateformes comme Netflix) ou uniquement aux sorties en salles, ainsi que la méthode de calcul de la taxe ». Par ailleurs, selon [Inside US Trade](#), Jamieson Greer, le représentant américain au commerce, a souligné que « tous ces pays – qu'il s'agisse du Canada, de l'Australie, du Royaume-Uni ou de certains pays de l'Union européenne (UE) – ont en réalité toute une série de pratiques déloyales ». Il a expliqué que certains de ces pays « imposent des quotas sur le nombre de films américains pouvant être diffusés en salle. L'une des pratiques les plus discutables consiste en une sorte de racket: si un studio américain souhaite y tourner un film ou y projeter un long-métrage, une taxe ou un droit spécifique lui est imposé. [...] C'est, en somme, un transfert de ressources de nos entreprises de médias compétitives vers celles – bien moins compétitives – des autres pays ».

La Chambre de commerce du Canada a exprimé de vives inquiétudes quant aux répercussions de cette mesure, soulignant l'intégration profonde entre les industries cinématographiques américaine et canadienne. « Ces droits de douane risquent de pénaliser les studios américains qui tournent au Canada en augmentant les coûts, en freinant les investissements, et en sapant l'avantage concurrentiel que nos deux pays ont construit ensemble », a déclaré Catherine Fortin LeFavre, vice-présidente principale de la politique internationale et partenariats globaux au sein de la Chambre.



Des experts du secteur préviennent que l'idée d'imposer des droits de douane sur les films étrangers est largement inédite. « Il n'existe tout simplement aucun précédent », a déclaré [Ann Koppuzha](#), avocate et professeure de droit des affaires à la Leavey School of Business de l'Université Santa Clara. Elle a ajouté que l'administration Trump pourrait théoriquement « appliquer des mesures similaires à d'autres formes de propriété intellectuelle - comme la musique - mais qu'elle se heurterait probablement aux mêmes obstacles juridiques et logistiques complexes ». De plus, si une telle politique était appliquée, les experts avertissent qu'elle pourrait entraîner des mesures de rétorsion de la part d'autres pays. [Heeyon Kim](#), professeur adjoint en stratégie à l'Université Cornell, a évoqué les quotas d'écran déjà en place dans certains pays, « où les gouvernements réservent une part des salles de cinéma aux films nationaux pour protéger leurs industries locales ». Une taxe américaine, estiment certains, pourrait « inciter des gouvernements étrangers à renforcer ces protections en limitant potentiellement l'accès du contenu américain aux marchés internationaux clés ».

Par ailleurs, un peu partout dans le monde, on assiste à une véritable course entre États pour proposer les incitations financières les plus attractives afin d'attirer les productions. C'est l'une des raisons pour lesquelles le gouverneur de Californie, [Gavin Newsom](#), a poussé à plus que doubler le programme annuel de crédits d'impôts pour le cinéma et la télévision - passant de 330 à 750 millions USD - « pour rester compétitif face à des rivaux comme New York, le New Jersey, la Géorgie, le Nouveau-Mexique, mais aussi des poids lourds internationaux comme le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie ».

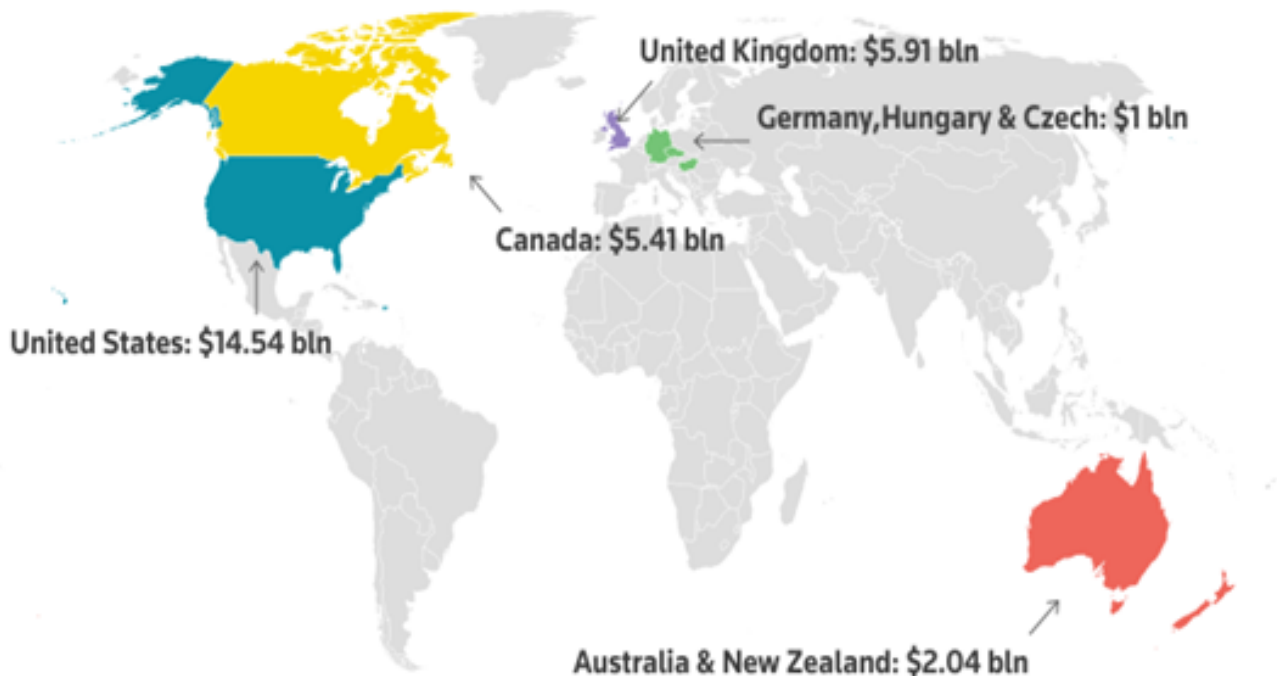
Malgré sa position de leader, les États-Unis subissent des revers dans cette compétition mondiale. Selon [The Hollywood Reporter](#), Hollywood est de plus en plus dépendant de pôles de production internationaux comme le Canada, le Royaume-Uni et l'Australie, attirés par les incitations fiscales. Les coproductions avec des studios étrangers - notamment en Asie et en Europe - sont également en forte croissance, ces partenaires apportant financements, accès aux marchés et réseaux de distribution. Des dirigeants du secteur avertissent qu'un tarif douanier généralisé sur les contenus produits à l'étranger pourrait avoir des conséquences très lourdes, perturbant un modèle de production mondial qui soutient aujourd'hui des milliers d'emplois américains.

« Des artistes [en effets spéciaux] aux équipes de tournage, de nombreux travailleurs américains sont employés sur des productions tournées à l'étranger, souvent dans le cadre de projets transnationaux. Une taxe généralisée ne ferait pas qu'augmenter les coûts : elle risquerait aussi de fragiliser les collaborations internationales devenues essentielles à la production cinématographique et télévisuelle contemporaine ».

D'après un nouveau rapport de ProdPro, « les États-Unis ont enregistré 7,2 milliards USD de dépenses de production pour 216 projets dont le budget dépasse 10 millions USD au premier semestre 2025. Cependant, ce chiffre représente une baisse de 27% par rapport à la même période en 2024. Le Royaume-Uni arrive ensuite avec 4 milliards USD pour 118 projets, le Canada avec 2,3 milliards USD pour 91 projets, et l'Australie avec 1,1 milliard USD pour 30 projets. Parmi ces principaux pôles de production, seule l'Australie a connu une croissance d'une année sur l'autre. Cette baisse des dépenses aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Canada met en évidence la pression croissante liée à la hausse des coûts, aux incitations fiscales changeantes et à la concurrence mondiale accrue pour les projets à gros budget dans le cinéma et la télévision ».

Top filming hubs by production spend in 2024

Production spending in U.S. decreased by 26% compared to 2022





Un nouveau rapport met en lumière la situation des artistes et professionnels de la création en Europe

L'Observatoire européen de l'audiovisuel, rattaché au Conseil de l'Europe à Strasbourg, vient de publier une analyse juridique approfondie intitulée Le statut des artistes et des professionnels de la culture et de la création en Europe : droits sociaux et mobilité ([The Status of Artists and Cultural and Creative Professionals in Europe](#)). Rédigé par Sophie Valais, directrice adjointe du département juridique de l'Observatoire, le rapport offre une vue détaillée des réalités, défis et opportunités auxquels sont confrontés les travailleurs créatifs à travers l'Europe. Selon l'étude, « 7,7 millions de personnes travaillent dans les secteurs culturels et créatifs européens, représentant 3,8% de l'emploi total dans l'UE. Près d'un professionnel créatif sur trois est indépendant - soit plus du double de la moyenne européenne. Le rapport révèle également que 68% des artistes cumulent plusieurs emplois, et plus d'un tiers doivent travailler en dehors du secteur pour subvenir à leurs besoins. Plus de la moitié des créateurs audiovisuels (réalisateurs, scénaristes, etc.) connaissent de longues périodes sans travail rémunéré. Par ailleurs, bien que 53% des professionnels de l'audiovisuel travaillent à l'échelle transfrontalière, ils rencontrent souvent des obstacles importants en matière fiscale et de protection sociale ».

L'Arcom approuve un amendement à l'accord de service de Disney+ en France


L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique ([Arcom](#)) a approuvé une modification de l'accord de service [Disney+](#), signé initialement le 9 décembre 2021. Cette mise à jour fait suite aux accords passés entre Disney et les instances du cinéma et de l'audiovisuel français. Selon les nouveaux termes, Disney s'engage à contribuer à hauteur de 25% de son chiffre d'affaires annuel généré en France - un taux supérieur aux 20% exigés des autres services de vidéo à la demande par abonnement - en échange du droit de proposer des films neuf mois après leur sortie en salle. « Sur les trois prochaines années, Disney devrait investir environ 205 millions d'euros sur le marché français. 12% minimum de cette somme seront alloués à l'animation, et au moins 5% aux documentaires. Par ailleurs, 75% de ces investissements devront financer des œuvres inédites ».

Les chaînes publiques britanniques réclament un traitement équitable sur YouTube

La [BBC](#) et d'autres diffuseurs de service public britanniques (PSB) unissent leurs voix pour demander une réglementation renforcée des plateformes comme [YouTube](#), afin d'obtenir un traitement plus équitable et une meilleure visibilité. Face à une audience de plus en plus tournée vers les plateformes numériques, les PSB s'inquiètent des pressions croissantes auxquelles ils font face, soulignant l'importance de les protéger pour préserver « le tissu social partagé du Royaume-Uni ». Le régulateur britannique des communications, Ofcom, s'est déclaré prêt à renforcer la position des PSB face à YouTube, devenu un acteur dominant du paysage médiatique. « Nous avons besoin que nos diffuseurs de service public se distinguent dans un monde numérique saturé », ont déclaré la BBC et ses partenaires (S4C, STV, Alba) dans un communiqué commun. De son côté, YouTube a qualifié de « prématurée » l'initiative du gouvernement britannique de légiférer pour imposer une priorité aux contenus de la BBC, ITV, Channel 4 et Channel 5. Dans une déclaration au média [Deadline](#), la plateforme détenue par Google a affirmé « son engagement à collaborer de manière constructive avec les chaînes britanniques pour garantir à leurs contenus une place de choix sur sa plateforme ».

Activités mondiales des plateformes en ligne

Selon [Reuters](#), Paramount Skydance Media prépare une offre d'achat de Warner Bros. Discovery, un accord potentiel qui pourrait transformer durablement le paysage du divertissement. Ce projet serait soutenu par [Larry Ellison](#), cofondateur d'Oracle et milliardaire, qui apporterait un appui financier déterminant à la fusion envisagée. Skydance est dirigé par David Ellison, fils de [Larry Ellison](#), qui vient de conclure un accord très attendu pour prendre le contrôle de Paramount, après plusieurs mois de négociations complexes. Selon [Deadline](#), « une fusion entre Warner Bros. Discovery et Paramount constituerait une intégration horizontale classique – un type de consolidation qui attire généralement l'attention du département de la Justice des États-Unis ». Une telle fusion réunirait sous un même toit deux des studios les plus emblématiques d'Hollywood: Warner Bros. et Paramount Pictures, soulevant des inquiétudes sur la concurrence dans un paysage médiatique déjà très concentré. La sénatrice [Elizabeth Warren](#) (Démocrate - Massachusetts) a exprimé une forte opposition à ce projet, dénonçant une « concentration dangereuse du pouvoir » qui « doit être bloquée ».



Disney+ va bénéficier d'une refonte majeure alors que l'entreprise renforce son intégration avec Hulu. Plutôt que de supprimer la marque Hulu, Disney choisit de lui donner davantage de visibilité au sein de son écosystème de streaming. Aux États-Unis, l'application arborera une nouvelle barre de navigation avec des onglets comme « Pour vous », « Disney+ », « Hulu » et « ESPN », selon le forfait de l'utilisateur. À l'international, Hulu remplacera le volet Star pour devenir le nouvel espace dédié aux contenus de divertissement général, alignant ainsi l'image de marque à l'échelle mondiale.

OpenAI a dévoilé Sora 2, son modèle génératif de vidéo par intelligence artificielle (IA) le plus avancé à ce jour, accompagné d'une nouvelle application sociale conçue pour concurrencer TikTok et YouTube. L'application permet aux utilisateurs de créer des vidéos de haute définition avec audio synchronisé, à partir de simples instructions textuelles. Selon OpenAI, Sora 2 représente une avancée majeure dans la vidéo générée par IA, capable de produire du contenu ultraréaliste avec des dialogues naturels, des effets sonores crédibles et des mouvements physiquement plausibles - pour un rendu plus immersif et convaincant que jamais.

Une nouvelle analyse d'Ampere indique que les plateformes de diffusion en continu des États-Unis adoptent de plus en plus le partage de contenus. En juillet 2025, 39% des titres américains – soit environ 67 000 sur 172 000 – étaient disponibles sur deux services ou plus, marquant une hausse significative de la non-exclusivité. En comparaison, le taux est bien plus faible en Europe : seulement 13% au Royaume-Uni et 8% en France. Cette tendance américaine s'explique par plusieurs facteurs : « les plateformes cherchent à élargir rapidement leurs catalogues, les services premium tentent de valoriser leurs archives, et un marché saturé pousse les acteurs à maximiser la portée et les revenus via la syndication de contenus ». Bien que la non-exclusivité reste encore marginale dans les grands marchés européens, cela pourrait évoluer, notamment après des accords récents comme Disney- ITV et Netflix - TF1.

Instagram a atteint un nouveau jalon historique avec trois milliards d'utilisateurs actifs mensuels, a annoncé fin septembre le PDG de Meta, Mark Zuckerberg. L'application de partage de photos, acquise par Meta en 2012 pour un milliard USD, avait franchi les deux milliards d'utilisateurs en octobre 2022. Depuis avril 2024, Meta a cessé de publier les chiffres trimestriels d'utilisateurs actifs pour Facebook et ses autres applications, ne communiquant plus que le nombre global d'utilisateurs actifs quotidiens sur l'ensemble de ses plateformes. Avec trois milliards d'utilisateurs mensuels, « Instagram rejoint désormais Facebook et WhatsApp parmi les piliers majeurs de l'écosystème Meta ».



Des lectures supplémentaires pour le rapport d'octobre :

- LA's entertainment economy is looking like a disaster movie, The Wall Street Journal, 2 octobre 2025, [Lien](#).
- Big Tech is under pressure from emerging AI giants. How will this change Hollywood? Variety, 21 septembre 2025, [Lien](#).

Sources indicatives

- USTR will begin ‘investigations’ before imposing movie tariffs, Inside US Trade, 1^{er} octobre, [Lien](#).
- Donald Trump tries movie tariff sabre-rattling again, The Hollywood Reporter, 29 septembre 2025, [Lien](#).
- Trump’s new movie tariff threat rattles global production hubs, The Hollywood Reporter, 2 octobre 2025, [Lien](#).
- Trump’s 100% movie tariff still faces 3 major obstacles, Variety, 29 septembre 2025, [Lien](#)
- Arcom amends Disney+ service agreement after film commitments, BroadbandTV News, 22 septembre 2025, [Lien](#).
- More over, Murdochs – a new family dynasty is shaking up US media, BBC, 28 septembre 2025, [Lien](#).
- Paramount exploring bid for Warner Bros. Discovery, Deadline, 11 septembre 2025, [Lien](#).

DIRECTION

Gilbert Gagné, chercheur au CEIM et directeur du Groupe de recherche sur l’intégration continentale (GRIC).

RÉDACTION

Antonios Vlassis, maître de conférences et chercheur, Center for International Relations Studies (CEFIR)-Université de Liège, membre au CEIM.

Centre d’études sur l’intégration et la mondialisation (CEIM)

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est, Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560, Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA. Téléphone : 514 987-3000, poste 3910 / Courriel : ceim@uqam.ca / Site web : www.ceim.uqam.ca

Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle (FICDC)

33 rue Milton, bureau 500, Montréal (Québec), H2X 1V1, CANADA. Téléphone : 514 277-27666 / Courriel : coalition@cdc-ccd.org / Site web : www.ficdc.org

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette note analytique demeurent sous l’entière responsabilité du rédacteur ainsi que du Centre d’études sur l’intégration et la mondialisation et n’engagent en rien ni ne reflètent ceux de la Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle.



FÉDÉRATION INTERNATIONALE
DES COALITIONS POUR
LA DIVERSITÉ CULTURELLE